> « Fillon parlait avec mépris des 'candidats qui rêvent et n'ont aucune chance d'être élus'. Oui ! Nous rêvons d'un autre monde parce que nos vies valent plus que leurs profits. Et nos rêves sont de ceux qui nous font agir parce que nous savons que personne ne les réalisera à notre place, il n'y a pas de sauveur suprême ! Seulement nous-mêmes mobilisé·e·s, auto-organisé·e·s, déterminé·e·s et fort·e·s de nos rêves » (Christine Poupin).

La 5e république entre en crise ouverte. Cet État fort installé en pleine guerre d'Algérie par De Gaulle avait mis fin à l'incapacité du régime parlementaire à imposer les réformes économiques nécessaires à l'expansion du capital français. Au centre de son dispositif figurait l'élection présidentielle, au suffrage universel depuis 1962, conçue pour désigner un Bonaparte ayant les moyens de diriger au-dessus des partis. Il connut une première évolution en 1974, avec l'éviction du pouvoir du gaullisme historique, puis s'accéléra avec la victoire de Mitterrand en 1981. Depuis le passage du septennat au quinquennat en 2000, le système s'organise autour de deux grands partis, le vainqueur de la présidentielle bénéficiant de la dynamique acquise pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale et être ainsi capable de gouverner dans une certaine stabilité institutionnelle.

Ce système politique, qui avait déjà connu quelques crises, se trouve violemment bousculé par la séquence électorale qui vient de s'amorcer avec le 1er tour de l'élection présidentielle : les deux partis qui dominent et structurent le champ politique depuis 40 ans seront absents du second tour. Le PS avait déjà subi ce type de revers en 2002, mais jamais la droite. Cette victoire du « ni droite ni gauche », qu'il soit revendiqué par l'extrême droite ou par ce que Tariq Ali nomme l' « extrême centre », tourne une page et va accroître fortement l'instabilité politique.

En effet, l'élection législative – qui va jouer le rôle de 3e tour – est pleine d'incertitudes. Le système électoral est conçu pour donner une prime au plus fort des deux partis dominants et donc une majorité parlementaire solide. Or il laisse toutes les possibilités ouvertes lorsque s'affrontent, comme ce sera le cas dans quelques semaines, quatre forces électorales se situant à des niveaux similaires. L'hypothèse la plus probable est donc la multiplication de triangulaires, voire de quadrangulaires au second tour des législatives, et donc des résultats imprévisibles. Il n'est ainsi pas impossible qu'il n'y ait pas de majorité politique claire à l'Assemblée nationale en juin prochain. Le tout avec une faible légitimité de Macron, dont le résultat proviendra pour une large part, s'il est élu, du « tout sauf Le Pen », et qui ne le protégera pas de l'impopularité que provoquera inévitablement, et sans doute très rapidement, sa politique. Le système entre donc bien dans la tempête.

La campagne électorale a été marquée par une très grande volatilité des votes : soumise aux effets des circonstances plus que des débats autour des programmes, elle n'a guère consisté dans un affrontement de projets politiques. Les penchants monarchiques de la présidentielle ont toujours donné une place centrale aux individus, à leur « stature » ou à leur « charisme » présumés. En conséquence, les raisons qui font que les gens votent pour tel ou tel candidat n'ont souvent qu'un rapport très relatif – et parfois lointain – avec les programmes. Macron a d'ailleurs très bien compris cette dimension puisqu'il a revendiqué à plusieurs reprises son absence de programme, au profit d'une « vision » qui lui serait toute personnelle, mais permettant surtout de mettre en sourdine la cure néolibérale qu'il veut imposer à la société française. Ce phénomène a été accentué par l'absence de confrontation avec des projets alternatifs au capitalisme.

Commencée avec la primaire de droite, qui a engendré une radicalisation réactionnaire et

xénophobe, contre les immigré·e·s, les musulman·e·s ou supposé·e·s tel·le·s et les fonctionnaires notamment, la campagne a basculé vers un refus de la corruption, des affaires et de l'oligarchie au pouvoir, amenant Fillon à être éliminé dès le 1er tour alors que l'élection lui semblait acquise quelques mois plus tôt.

Cette volatilité a été accentuée par le règne des sondages. En l'absence de débat clair sur les perspectives proposées par les uns et les autres, le moteur principal de nombreux électeurs a été la recherche du vote le plus « utile », notamment celui permettant de battre le Front national, quel que soit le programme dudit candidat et même si on le combat par ailleurs. Dans ce cadre marqué par la quête du *moindre mal,* les sondages ont immanquablement pris une place centrale. Lorsqu'ils indiquaient que seul Macron était en mesure de réaliser cette unité anti-FN, l'ex-ministre de l'économie de Hollande est passé de 15 à 25% des intentions de vote. Lorsqu'ils ont commencé à indiquer que Mélenchon pourrait lui aussi figurer au 2nd tour et battre le FN, le mouvement en sa faveur a connu une dynamique nouvelle.

La poussée du projet nationaliste, raciste et autoritaire du Front National

En France, l'extrême droite – essentiellement représentée par le FN – regroupe historiquement les nostalgiques du fascisme historique (dont le vichysme), mais aussi des courants catholiques intégristes, des identitaires défendant une ligne islamophobe particulièrement violente, ainsi que des souverainistes xénophobes parfois passés par le chevènementisme (on pense évidemment ici à Philippot). On ne saurait sous-estimer ce noyau, qui a su non seulement mettre ses encombrants symboles et ses vieux différends de côté, mais aussi faire preuve au cours des dernières années d'une grande habileté pour conquérir une forme d'hégémonie idéologique, amenant chacun – dans le champ politique – à se définir par rapport aux positions du FN.

Ce qui cimente cette union hétéroclite, initialement conçue par le groupuscule Ordre nouveau comme un front dans lequel les néofascistes pourraient plumer la volaille nationaliste, demeure le nationalisme et le racisme. C'est autour de ce socle que le parti a développé une rhétorique pseudo-sociale, parfois même pseudo-anticapitaliste, qui lui a permis au fil des ans d'obtenir l'adhésion, partielle ou intégrale, d'une partie de la population – d'abord la petite bourgeoisie en déclin (artisans, commerçants) dès les années 1980, puis certains segments des classes populaires – touchée par les politiques néolibérales d'austérité, menées tant par la droite que par la social-démocratie.

Le FN s'est en outre implanté très solidement au sein des appareils répressifs d'État, qu'il s'agisse de la police ou de la gendarmerie (particulièrement dans les corps spéciaux que sont les CRS, la BAC, etc.). Et dans la situation de volatilité globale qui affecte les électorats d'autres organisations, c'est lui qui semble disposer à présent de l'électorat le plus stable. Comme les institutions de la 5e République permettent d'instaurer en quelques semaines un régime autoritaire, et que l'état d'urgence donne les moyens d'interdire légalement les réactions sociales et politiques, l'élection de Le Pen pourrait vite avoir des conséquences majeures pour toutes celles et ceux d'en bas, en premier lieu les migrant·e·s, les musulman·e·s, les Rroms et les habitant·e·s des quartiers populaires, mais aussi les militants de gauche et du mouvement ouvrier.

L'extrême droite a polarisé tout le champ politique durant cette élection, trois candidats – Dupont-Aignan, Asselineau et Cheminade – défendant des positions nationalistes outre le FN, sans même parler de la dérive réactionnaire de la campagne de Fillon. Après des années d'efforts de dédiabolisation, les thèmes chers au père, « La France aux français » (rebaptisé « Les Français d'abord »), la « préférence nationale » (renommée « priorité nationale »), « on est chez nous » (chant de supporteurs repris systématiquement dans les meetings du FN), n'ont pas cessé d'occuper le devant de la scène.

Les affaires financières impliquant le FN et la mise en cause – notamment par Philippe Poutou lors du seul débat télévisé ayant réuni les 11 candidats – du recours à l'immunité parlementaire pour une candidate soi-disant hors système ont probablement joué un rôle dans l'effritement des intentions de vote pour Le Pen, ou du moins dans la faible dynamique de sa campagne – du moins en vue du 1er tour. Mais si le pourcentage final est inférieur à ce qui était envisagé par certains sondages il y a quelques mois (qui la plaçaient à proximité des 30%), le nombre de votant·e·s pour le Front national continue à augmenter d'élection en élection.

1995	Jean-Marie Le Pen	4 571 000 voix
2002	Jean-Marie Le Pen	4 804 000 voix
2007	Jean-Marie Le Pen	3 834 000 voix
2012	Marine Le Pen	6 421 000 voix
2017	Marine Le Pen	7 679 493 voix

Le FN est ainsi le premier parti dans plus de 40 départements du Nord, de l'Est et du Sud Est, en atteignant parfois 35% ! Même si le second tour semble devoir être gagné par Macron contre Le Pen, dans une telle situation politique d'instabilité foncière et de polarisation du champ politique par l'extrême droite, on ne saurait aujourd'hui éliminer l'autre hypothèse – ce qui rend nécessaire une campagne (difficile) pour le battre, dans les rues mais aussi le plus largement possible dans les urnes.

La radicalisation thatchérienne et réactionnaire de la droite

Le premier acte de la crise a été l'élimination de Nicolas Sarkozy lors des primaires de la droite, au bénéfice de Fillon, le monsieur propre de l'austérité radicale, contre les dépenses publiques et les fonctionnaires, pour la déréglementation la plus brutale, appuyé sur les secteurs les plus réactionnaires (notamment le courant « Sens commun », regroupant des réseaux militants issus de la « Manif pour tous ») et sous la pression constante du FN (vainqueur en pourcentage des élections régionales et municipales de 2015).

Elle a pris son envol avec la révélation des malversations et des détournements de fonds publics de François Fillon, qui s'est maintenu contre vents et marées, en particulier contre l'appareil de son parti, qui s'est montré incapable de s'unir pour proposer un autre candidat. Utilisant cette déliquescence de l'appareil des Républicains, Fillon s'est imposé en s'appuyant sur l'aile la plus conservatrice de ses soutiens, à savoir « Sens commun », qui aujourd'hui appelle à s'opposer à Macron car celui-ci serait un « candidat ouvertement anti-famille ».

Son absence au 2nd tour ouvre la bataille au sein de la droite, prise en tenaille entre le FN et le projet « extrême centre » de Macron. Mais cette élimination traduit également l'accentuation du caractère oligarchique du système politique, et les oppositions qu'elle suscite. En effet, l'intrication du personnel politique avec les dirigeants patronaux et les milieux d'affaires est telle que l'ensemble compose une oligarchie dans laquelle les petits arrangements et les renvois d'ascenseur sont monnaie courante – les costards offerts à Fillon ne sont qu'une goutte d'eau dans un océan de corruption structurelle. Dès que de petites bribes de cette réalité apparaissent au grand jour, on mesure alors le fossé qui sépare ceux d'en bas, à qui l'on prétend imposer des sacrifices toujours plus douloureux, de ceux d'en haut. Fillon est tombé dans cette faille.

Si les institutions parlementaires sont marginalisées (encore davantage qu'auparavant) et que les marges de manœuvre du personnel politique se trouvent réduites, les secteurs centraux du capitalisme ont néanmoins besoin d'un État, c'est-à-dire d'institutions créant un cadre légal favorable au Capital et imposant les logiques de marché partout où elles ne sont pas encore présentes. D'où un certain dilemme : la bourgeoisie exige des dirigeants politiques qu'ils soient étroitement soumis à ses injonctions, donc capables d'imposer des politiques antisociales sans aucune contrepartie réelle pour les salarié·e·s, mais cette soumission croissante se paye d'une instabilité plus grande du système politique, les élu·e·s perdant de plus en plus rapidement la légitimité obtenue via les élections.

Macron, ou le hold-up de l'extrême-centre néolibéral

C'est paradoxalement un pur produit de cette oligarchie qui est parvenu à apparaître, du fait de la droitisation de la campagne des Républicains avec Fillon (mais aussi évidemment en raison des affaires de détournement de fonds publics qui ont plombé la campagne de ce dernier), comme « candidat hors système » le plus à même de battre Le Pen. Qu'un énarque passé par la finance et les cabinets ministériels ait pu apparaître à certains comme une solution ou une rupture avec « le système » en dit long sur l'état de crise idéologique avancée qui affecte la société française.

L'ancien associé de la banque d'affaires Rothschild, le financier chevronné, l'ancien secrétaire général de l'Élysée, le ministre de Hollande, le responsable des lois Macron et de la loi Travail, a méthodiquement préparé sa mise sur orbite. Grâce à une bulle médiatique savamment entretenue, il est parvenu à mimer la rupture avec les partis dominants, alors même qu'il a inspiré puis mené la politique économique du quinquennat qui s'achève, mais aussi qu'il a reçu le soutien de tous les rebuts des appareils partisans (de Madelin à Hue en passant par Cohn-Bendit ou Ségolène Royal).

Aujourd'hui le mouvement qu'il a créé il y a un an revendique entre 200 000 et 240 000 personnes, dont à sa tête – mais sans doute aussi, partiellement, à sa base – de nombreux transfuges de la droite et de la gauche. On ne compte plus les hauts responsables du PS qui ont appelé à voter pour lui, contre le candidat officiel du parti, Benoît Hamon, pourtant désigné au terme d'une primaire. Afin d'entretenir l'illusion du renouveau, qui se dissipera progressivement à mesure que Macron devra affronter les conséquences de sa politique destructrice et composer avec d'autres forces politiques pour obtenir une majorité, celui-ci affiche la volonté de présenter aux législatives au moins une moitié de candidats issus de « la société civile », c'est-à-dire sans antécédent politique.

Macron, ce candidat du patronat, dont la victoire probable constituerait un authentique

« putsch du CAC40 » (pour parler comme Aude Lancelin), a pour objectif explicite d'amplifier les attaques contre le Code du travail, contre le système d'assurance chômage, contre la retraite par répartition, voulant alléger toujours plus les « contraintes » pour les entreprises, étendre le CICE, baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés, a déjà annoncé qu'il gouvernerait par ordonnance, prenant acte de la marginalisation des formes parlementaires de la domination politique bourgeoise. Il **amplifierait donc les politiques néolibérales et autoritaires du quinquennat Hollande,** conduisant inéluctablement aux conséquences calamiteuses observées ces dernières années, dont une nouvelle montée du FN (si du moins n'émerge pas une alternative politique à gauche entretemps).

L'éclatement du PS a commencé

Compte tenu de l'effondrement électoral du PS avec la candidature Hamon, c'est là que les premiers effets du séisme en cours risquent de se faire sentir.

Les électeurs de la primaire – en particulier ceux n'appartenant pas au PS – avaient balayé Valls et sa politique gouvernementale, dont une simple énumération permet de mesurer le bilan désastreux : plus de chômeurs et de personnes mal logées, dégradation des conditions de travail, toujours moins de droits pour les salariés et plus de moyens aux employeurs pour licencier et imposer des reculs sociaux, absence de toute décision à la mesure de l'urgence climatique, maintien coûte que coûte du nucléaire, reprise du discours idéologique de la droite et du patronat sur la compétitivité, reprise de celui de l'extrême droite sur la déchéance de nationalité, discours islamophobes et rromophobes de Valls, etc.

Les participant·e·s à la primaire avaient aussi refusé majoritairement le tournant néoconservateur, la remise en cause des libertés démocratiques, en particulier l'instauration d'un état d'urgence permanent depuis novembre 2015, et l'utilisation répétée du 49-3 pour imposer, notamment, la loi Travail. Notons que c'est la dynamique de la primaire ouverte qui a permis ce résultat ; il n'est pas certain, loin de là, que le résultat aurait été le même chez ce qui reste des militants du PS, tant la base militante de celui-ci s'est réduite ces dernières années pour l'essentiel aux élus et à leurs collaborateurs·rices : permanents, salariés de mairies ou de régions, assistants parlementaires, etc.

Certaines et certains avaient initialement placé quelque espoir dans le candidat du PS. Ils se sont vite effondrés, signe parmi d'autres du rejet massif de tout ce que représente le PS après cinq ans d'exercice du pouvoir. Benoît Hamon s'était démarqué lors des primaires comme un « frondeur », ferraillant contre l'ultralibéral Macron et Valls l'autoritaire. Mais il n'a pu faire oublier le rôle qu'il avait pu jouer, en tant que ministre durant plus de deux ans, dans la politique des gouvernements Ayrault et Valls. Il a gardé le silence à la mort de Rémi Fraisse, accepté le passage à 43 ans de la durée de cotisation pour les départs en retraite à taux plein, cédé devant les milieux réactionnaires en retirant les « ABCD de l'égalité », etc.

Evincé en septembre 2014, il annonce alors qu'il ne va « pas passer dans l'opposition et combattre le gouvernement », et on peut lui reconnaître que les prétendus « frondeurs » n'ont « frondé » qu'épisodiquement et illusoirement, et *in fine* sans grande conséquence pour le gouvernement. Si Hamon s'est ainsi dit opposé à la loi El-Khomri, on ne l'a pas vu dans les manifestations qui la combattaient. Incapable de choisir un positionnement clair, sa campagne s'est ensablée dans les compromis avec l'appareil du PS. Et ce n'est pas que calcul tactique : Benoît Hamon a accepté bon an mal an la conversion opérée par le PS au détour des années 1980, celle du culte voué à l'entreprise, au marché et à l'Union

européenne néolibérale. Il a ainsi perdu sur tous les tableaux puisque cela n'a pas empêché l'hémorragie de nombre de responsables PS vers Macron – y compris des membres du gouvernement, mais aussi Valls qui s'était pourtant engagé à respecter le résultat des primaires.

Les tendances à l'éclatement du PS actuel sont d'ores et déjà à l'œuvre, entre le projet social-démocrate *light* de Hamon, bien incapable de remettre en cause le carcan néolibéral, et le projet blairiste porté par Macron et soutenu par Valls. Dès le lendemain du premier tour, ce dernier, se félicitant du résultat de Macron « *qui représente changement et espérance* », a ainsi affirmé que les divisions du PS ont des raisons, que c'est la « *fin d'un cycle, fin d'une histoire* », le temps de la reconstruction, de la clarification, car Hamon aurait fait une campagne à « gauche de la gauche » !

La percée de la « France Insoumise » de Jean-Luc Mélenchon

Le fait le plus marquant à gauche est la place prise par la candidature de Jean-Luc Mélenchon dans les dernières semaines de la campagne, marginalisant le PS et parvenant à occuper une position dominante dans la gauche antilibérale, quand bien même il se refuse depuis plusieurs années à se définir de gauche. Mélenchon, qui prépare cette élection depuis 2012, a su capitaliser à partir de ses critiques virulentes du gouvernement Hollande-Valls-Medef (là où le PCF, son allié en 2012 complètement marginalisé depuis, manifestait une attitude beaucoup plus conciliante).

La mobilisation électorale autour de la « France insoumise » a été très importante, avec des meetings en plein air réunissant des dizaines de milliers de personnes, une campagne innovante sur les réseaux sociaux (une application permettait ainsi de mesurer son impôt une fois réalisée la réforme fiscale promise par Mélenchon), une chaîne Youtube très consultée (300 000 abonnés), des innovations quelque peu folkloriques (les fameux hologrammes), un soutien de bon nombre de militant·e·s engagé·e·s dans la mobilisation sociale des derniers mois contre la loi Travail, et une agrégation de 450 000 « insoumis » (organisés en « groupes d'appui »). Les résultats électoraux sont importants dans nombre de villes et de quartiers populaires, exprimant ainsi l'envie des secteurs qui luttent de tourner, par le vote, la page des politiques de casse sociale.

C'est sans doute moins le programme de la « France insoumise » qui a suscité cette réussite que la personnalité d' « homme providentiel » de Jean-Luc Mélenchon, habilement construite au fil des années, mais aussi ses bonnes prestations lors des débats télévisés face aux autres candidats ; à quoi il faut ajouter le fait que, dans les dernières semaines, les bons scores de Mélenchon prévus par les sondages d'opinion l'ont fait apparaître comme le vote le plus « utile » à gauche, celui seul à même d'éviter un duel entre la droite et l'extrême droite au 2nd tour.

Au-delà des postures et des petites phrases, Mélenchon a avancé un programme réformiste de gauche, keynésien, de rupture partielle avec le néolibéralisme (mais pas avec le capitalisme, la référence au socialisme, et même à un au-delà du capitalisme, demeurant complètement absente), s'appuyant sur la relance de la consommation des ménages et de l'investissement productif. Une place clé a été attribuée par Mélenchon et la « France insoumise » à la mise en place d'institutions – la 6e République – devant rendre le système

moins présidentiel et plus démocratique (avec notamment la convocation d'une Constituante, la révocabilité des élu·e·s, etc.).

On notera que les conditions *politiques* de mise en place d'une telle politique économique et sociale n'étaient guère interrogées. Au nom de la centralité présumée de la France en Europe et dans le monde (Mélenchon répétant que « la France n'est pas la Grèce », donc qu'on ne saurait lui imposer une politique), l'hostilité que son application susciterait immanquablement du côté du Capital et des institutions européennes a souvent été sous-estimé, et ainsi l'intensité des confrontations sociales et politiques que supposerait l'application d'un tel programme, tout réformiste qu'il est. Ainsi, face notamment aux attaques de Hamon et Macron sur ce thème, Mélenchon n'a-t-il pas cessé, au cours des dix derniers jours de campagne, de nuancer ses positions sur l'Europe, jusqu'à s'afficher comme un simple réformateur de l'Union européenne.

Cherchant à rompre avec le langage et les symboles de la gauche, Mélenchon a en outre défendu une orientation attrape-tout national-républicaine, souvent teintée de chauvinisme, avec l'abandon de « l'Internationale » au profit de la « Marseillaise », la distribution de drapeaux bleu-blanc-rouge à toutes ses initiatives (notamment la marche du 18 mars), et surtout des références très fréquentes au destin de la France et à sa grandeur. Au soir du premier tour, sa déclaration se terminait par un appel pathétique à sa « *patrie bien aimée* ».

Cette logique n'est pas simplement verbale ou tactique ; elle l'a conduit à des positions politiques extrêmement problématiques : réduction de l'Union européenne à une « Europe allemande » (donc minimisation de la responsabilité des dirigeants politiques et capitalistes français), attaques contre les travailleurs détachés (accusés de « voler le pain des travailleurs français »), défense de la France comme « nation universaliste » (masquant ainsi la domination néocoloniale que celle-ci exerce sur ses anciennes colonies), refus de reconnaître l'existence même de l'islamophobie (quand Mélenchon ne prononce pas lui-même des déclarations islamophobes), refus de condamner les massacres commis par le régime d'Assad en Syrie avec le soutien de la Russie, diplomatie uniquement guidée par « l'intérêt de la France », etc. Il y a donc une nécessite impérieuse de ne pas laisser Mélenchon tirer la gauche et le mouvement ouvrier vers les abysses d'un nationalisme décomplexé, qui ne peut à terme que renforcer idéologiquement nos ennemis.

Une autre caractéristique importante est la forme prise par la « France Insoumise », lancée en février 2016 par le court-circuitage de tous ses anciens partenaires du Front de Gauche, et même son propre parti, le Parti de Gauche (PG). Les références politiques de ce nouveau mouvement tiennent pour l'essentiel dans le populisme de gauche (théorisé par Laclau et Mouffe), qui tend à effacer la référence aux classes et luttes de classe en se construisant sur une opposition peuple/élite, selon un modèle largement calqué sur la direction de Podemos (Iglesias/Errejon), avec la référence écologique en plus. Cette orientation ne laisse aucun espace de collaboration interpartis et lui permet de s'assurer un contrôle étroit du mouvement bâti autour d'une petite équipe, sans aucune démocratie interne.

Mélenchon a ainsi mis les partis hors jeu au profit d'un rapport fusionnel entre lui et les membres du mouvement, donc à la mode 5e République, dans laquelle il se moule parfaitement… tout en défendant la perspective d'une 6e République. C'est une des raisons qui interdisaient une discussion sérieuse avec Hamon pour un accord sur quelques points emblématiques comme l'abrogation de la loi Travail, l'arrêt de Notre-Dame des Landes et des grands projets inutiles néfastes pour l'environnement, la levée de l'état d'urgence, qui aurait peut-être permis une présence de Mélenchon au second tour. Mais à aucun moment

il n'a fait le choix de ce type de débats et n'a laissé entrouverte la porte pour un accord de ce type, contradictoire avec son projet même.

La campagne de Philippe Poutou : un écho et une sympathie réels mais des limites

Dans ce contexte, la candidature de Philippe Poutou a maintenu une identité politique de classe face à sa dissolution ou sa relativisation infinie au nom du peuple français, et mis au premier plan des propositions qui ne l'auraient pas été sans sa présence au 1er tour, en particulier le désarmement de la police, l'abrogation des lois et circulaires islamophobes, la socialisation du système bancaire, ou encore la déprofessionnalisation de la politique. Les attaques de Poutou contre Fillon et Le Pen, concernant les affaires de détournement de fonds publics, ont en outre permis de dire tout haut ce que pensaient des millions de gens, et ont probablement eu un effet sur la perception de ces candidats comme des candidats du système, opposés au monde de ceux d'en bas pour qui il n'existe pas d' « immunité ouvrière ».

Mais si cette candidature a pu entrer en résonance avec ce qui s'était exprimé pendant le mouvement contre la loi Travail et les radicalités qui y ont émergé, notamment avec l'idée de prendre ses affaires en main et d'inventer ainsi une démocratie réelle, elle n'est pas devenue un moyen d'expression pour des millions de gens. La pression du « vote utile » en faveur de Mélenchon et le meurtre d'un policier trois jours avant l'élection ont sans nul doute joué en défaveur du candidat du NPA, mais se trouve aussi clairement posée la question des limites d'une approche politique qui prend suffisamment au sérieux les élections pour s'y présenter afin de s'en servir comme tribune, mais pas assez pour y voir l'un des moments cruciaux où s'établissent les rapports de force politiques et idéologiques pour les mois et années à venir et où il importe donc de manifester ce que Daniel Bensaïd nommait une « mentalité politique majoritaire » :

> « Pour des raisons historiques bien compréhensibles, nous sommes plutôt marqués par une défiance exacerbée envers le pouvoir. Nous nous vivons souvent comme une organisation de lutte antibureaucratique préventive, plutôt que comme une organisation de lutte pour le pouvoir. **C'est pourtant là le premier problème. S'y attaquer sérieusement implique une mentalité politique majoritaire** (pas au sens électoral du terme) : une mentalité de rassemblement, et non seulement de différenciation. Il existe une seconde nature "minoritaire" qui a ses vertus, mais qui peut aussi devenir un obstacle […]. À notre échelle, et au vu des échéances, se poser la question du pouvoir peut paraître un tantinet ridicule, voire lourd de dangers et d'élucubrations mégalomaniaques. Mais c'est aussi une question d'état d'esprit : se prendre soi-même au sérieux pour être pris au sérieux, se sentir responsable tout en restant modeste » (*Stratégie et parti*, c'est nous qui soulignons).

La candidature de Philippe Poutou et du NPA semble être davantage apparue, à une échelle de masse, comme la mauvaise conscience – ouvrière, internationaliste et antiraciste – de la gauche institutionnelle (en particulier du mouvement de Jean-Luc Mélenchon), et moins comme porteur d'un projet alternatif de société et d'une stratégie politique

susceptible de surmonter les échecs des mouvements sociaux, notamment du mouvement syndical, lors des dix dernières années.

Et maintenant ? Crise politique et nécessité d’une contre-offensive

Aujourd’hui, le mouvement « pas une voix pour le Front National » semble assez fort pour empêcher l’élection de Le Pen, même si rien n’est sans doute joué : le profil de Macron – dont il est difficile d’ignorer qu’il est intimement lié à la bourgeoisie et qu’il s’apprête à imposer une politique de destruction sociale pour la majorité de la population – et la tentative habile de Le Pen d’apparaître comme la représentante des classes populaires face à lui, ne laisse présager rien de bon quant au résultat final, qui pourrait s’avérer beaucoup plus serré que prévu.

La crise politique est ouverte, amplifiant encore davantage la « crise d’hégémonie prolongée » que diagnostiquait déjà Stathis Kouvélakis il y a près de dix ans : les classes dirigeantes se maintiennent davantage par défaut d’alternative et en raison de la passivité du camp des exploité·e·s, plutôt que du fait de l’adhésion volontaire d’une majorité de la population à leur politique, Or, ce ne sont évidemment pas les événements récents qui remettront en cause ce *statu quo* débilitant, et les politiques néolibérales qui lui sont associées. Il suffit de constater la réaction des bourses européennes à l’annonce de l’arrivée de Macron en tête au premier tour : à Paris, à 9h, les titres du secteur bancaire avaient déjà grimpé de 8%. Mais l’amplification des mesures néolibérales, c’est-à-dire des attaques contre les droits des salarié·e·s, peut créer les conditions d’une victoire future de Le Pen, ou d’un autre candidat de la droite extrême, dans quelques années.

Dans ce contexte, les aspirations à un changement radical de société suscitent des tâtonnements et des hésitations. Nous en sommes là tant que n’existe pas d’expression politique de celles et ceux d’en bas, unifiée autour d’une perspective émancipatrice, égalitaire, écosocialiste, qui combatte dans les milieux populaires le repli national, raciste, autoritaire, et qui rende crédible une autre voie politique, en organisant concrètement les luttes quotidiennes, en rassemblant les forces existantes et en leur proposant une stratégie crédible – y compris lors des échéances électorales car, sans parvenir à atteindre une masse critique sur ce plan, nous ne pourrons que demeurer soumis à l’agenda personnel du premier « sauveur suprême » venu, et ne parviendrons pas à populariser une alternative politique anticapitaliste à vocation majoritaire.

L’espoir d’une recomposition progressiste émanant d’une dynamique d’en bas, réellement plurielle et démocratique, à gauche d’un PS discrédité et en miettes, ne peut aujourd’hui passer par la « France insoumise » de Jean-Luc Mélenchon, notamment en raison de son opportunisme idéologique (qui le rend perméable au nationalisme et à l’islamophobie ambiants) et de son électoralisme, pour lequel tout procédé semble bon tant qu’il le rapproche du pouvoir politique. Le succès électoral est une chose ; la stratégie de rassemblement pour une alternative émancipatrice en est une autre. D’autant plus que, si Mélenchon a montré, en 2012 comme en 2017, une grande capacité à mener des campagnes électorales dynamiques, il a également prouvé au cours des cinq dernières années son inaptitude à construire sur la durée une force politique, implantée socialement et démocratique.

Notre priorité dans l'immédiat devrait donc consister à bâtir un front de résistance social et démocratique, en travaillant à organiser la convergence des luttes existantes et en acceptant toutes les formes de résistance à visée émancipatrice. La base d'un tel front se trouve à l'évidence dans les mouvements sociaux, mais il est essentiel d'y inclure dans un esprit d'unité toutes et tous les militant·e·s associatif·ve·s, syndicaux·les et politiques, afin de développer des initiatives de mobilisation et tenir tête durant un quinquennat qui s'annonce particulièrement inquiétant, compte tenu de l'actuel rapport de forces, et face à un pouvoir politique qui s'annonce bien décidé à en finir avec ce qui demeure des conquêtes sociales de la classe ouvrière au 20e siècle.

Il faut prendre la mesure du moment historique extrêmement périlleux dans lequel nous nous situons, notamment marqué par la montée du danger fasciste. Nous n'avons pas le droit de répéter ce qui nous a conduit à cette situation et ne pouvons continuer à faire de la politique comme avant. Le temps est venu de discuter ensemble de ce que chacune et chacun d'entre nous doit remettre en cause, sans oukases ni injonctions, pour que puisse apparaître petit à petit un projet émancipateur, en rupture avec le capitalisme, le productivisme et toute forme d'oppression, appuyé sur les mobilisations de celles et ceux d'en bas, et fusionnant le meilleur de ce que nous faisons.

Le 27 avril 2017.

Crédit photo : Thibault Camus/AP/SIPA.